

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 26/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SCI VENDOME ACTIVITE chez AXA Real Estat**

100 ESP DU GENERAL DE GAULLE  
COURBEVOIE  
92400 Courbevoie

Références : 20230626-RAP-63-0864-Insp-VendomeActivite  
Code AIOT : 0005601602

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement SCI VENDOME ACTIVITE chez AXA Real Estat implanté Zi du Peer rue Ludwig Van Beethoven 63200 Riom. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite avait pour objectif de vérifier le respect des dispositions prises par l'exploitant dans le cadre de restrictions sécheresse en vigueur depuis le 28 avril 2023. En effet, l'arrêté préfectoral du 28 avril 2023 a fixé des mesures de restrictions des usages de l'eau à partir du réseau d'eau potable, sur 31 communes dont Riom jusqu'au 30 juin 2023. Les activités industrielles prélevant sur ce réseau sont concernées et doivent soit réduire leurs prélèvements nets de 25 %, soit mettre en oeuvre les dispositions prévues dans leur Plan d'Utilisation Rationnelle de l'Eau ou dans leur Plan de Sobriété Hydrique.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCI VENDOME ACTIVITE chez AXA Real Estat

- Zi du Peer rue Ludwig Van Beethoven 63200 Riom
- Code AIOT : 0005601602
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L' établissement contrôlé se situe sur la commune de Riom, au sein du parc européen des entreprises. Il s'agit d'un entrepôt, qui bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 27/02/2006. Il relève aujourd'hui du régime de l'enregistrement. Le volume de l'entrepôt est de 452 300 m3. Plusieurs locataires sont présents, dont la société Jacky Perrenot.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion de l'eau,
- sécheresse.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 27/02/2006, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	8 jours
3	Sécheresse – Gestion économe de l'eau	Code de l'environnement, article L.211-1	/	Lettre de suite préfectorale	
5	Restrictions	Arrêté Préfectoral du 28/04/2023, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	8 jours
6	Restrictions	Arrêté Préfectoral du 28/04/2023, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécheresse – Plan réseaux	Arrêté Préfectoral du 19/01/2010, article 4.2.2	/	Sans objet
4	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 1	Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2	/	Sans objet
7	Sécheresse – Respect des VL de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/02/2006, article 4.3.8 et 10.2.3	/	Sans objet
8	Sécheresse – Respect des VL de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/02/2006, article 4.3.9	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le site consomme moins de 1000 m<sup>3</sup> par an d'eau depuis le réseau d'eau public. Néanmoins, compte-tenu des restrictions d'eau en provenance du réseau public en cours sur le secteur de Riom, l'exploitant doit mettre en oeuvre des actions de réduction et de sensibilisation de son personnel. De plus, étant donné le contexte actuel sur la ressource en eau qui tend à diminuer, il doit réfléchir à des solutions permettant de réutiliser tout ou partie des eaux nécessaires aux tests sur le sprinklage qui sont effectués chaque semaine.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2006, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - Identification du ou des milieux de prélèvement - Présence d'un (plusieurs) compteur(s) - Fréquence de relevé (quotidien si supérieur à 100 m <sup>3</sup> /jour), sinon hebdo (art. 15 de l'AM du 2/02/1998) et maintenance (optionnel) - Volumes prélevés - Respect des volumes prescrits le cas échéant - Vérification de la déclaration des volumes dans GERE le cas échéant
<p><b>Constats :</b> Le site est alimenté exclusivement par l'AEP (maximum autorisé est de 10 000 m<sup>3</sup>/an). L'exploitant a fourni ses factures d'eau 2021 et 2022 (jusqu'au 12/09/2022). Les consommations sont comprises entre 830 et 980 m<sup>3</sup>/an.</p> <p>Outre les usages sanitaires pour le personnel du site (entre 20 et 30 personnes), l'eau est utilisée pour les moyens incendie (poteaux incendie, ajustement des niveaux d'eau dans les 2 cuves de sprinklage de 460 m<sup>3</sup> chacune, refroidissement à l'eau des moteurs des groupes pour le sprinklage, essais incendie).</p> <p>A noter que le nettoyage des sols s'effectue avec une balayeuse à sec.</p> <p>Malgré les plans montrant les réseaux d'eaux du site et l'appel du gestionnaire du réseau d'eau potable (SEMERAP), il n'a pas été possible d'identifier le compteur d'alimentation du site.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit identifier son compteur d'alimentation d'eau général du site, en le repérant physiquement sur le terrain et sur les plans afin d'être en mesure de procéder lui-même aux relevés, notamment en cas de restrictions sécheresse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours

## N° 2 : Sécheresse – Plan réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2010, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Plan des réseaux d'alimentation et égouts
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan des réseaux d'alimentation et égouts
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose des plans montrant les réseaux d'eau et égouts du site. Les eaux de ruissellement sont recueillies dans 2 bassins de rétention, de 4000 m<sup>3</sup> chacun, puis rejoignent après passage dans un séparateur hydrocarbures, le fossé et le bassin de la zone d'activité. Le jour de la visite, les 2 bassins de rétention du site étaient propres. Une vanne permet de retenir les eaux dans les bassins, en cas de sinistre et/ou de pollution.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Sécheresse – Gestion économe de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'Environnement, article L.211-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Actions menées pour réduire la consommation de manière pérenne
<b>Constats :</b> Aucune action n'a été mise en œuvre pour réduire la consommation d'eau de manière pérenne. Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les 2 cuves de sprinklage débordaient. L'exploitant a précisé que chaque semaine, à l'occasion du test de démarrage des 2 groupes moteurs servant au sprinklage, ces 2 cuves débordaient, pendant environ une matinée.
<b>Observations : L'exploitant doit réfléchir :</b> - à mettre en place un dispositif pour suivre le niveau de remplissage des 2 cuves de sprinklage sans avoir à les faire déborder (ex : réglette graduée externe), - aux possibilités de réduire les prélèvements sur l'AEP pour effectuer les tests des moteurs du sprinklage (ex : réutilisation partielle ou totale, récupération d'eaux de pluie, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Exemption des restrictions pour les préleveurs faibles consommateurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Consommation d'eau annuelle < 1000 m <sup>3</sup> / an dans le milieu et < 7000 m <sup>3</sup> /an pour le total prélevé
<b>Constats :</b> Au regard des factures contrôlées en visite, le site prélève moins de 1000 m <sup>3</sup> par an d'eau depuis le réseau AEP. Il a répondu en ce sens au questionnaire DREAL envoyé mi-février 2023 dans le cadre des orientations régionales sécheresse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Restrictions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Mesures de restriction des usages de l'eau à partir de l'eau potable.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Réduction des prélèvements nets de 25 % ou mise en œuvre du PURE/PSH
<b>Constats :</b> Aucune action de réduction conjoncturelle n'a été mise en œuvre depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral du 28/04/2023 définissant des mesures de limitation provisoire de certains usages de l'eau potable dans le département du Puy-de-Dôme, impactant 31 communes dont Riom.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit mettre en place des actions de réduction et de sensibilisation de son personnel en cas de restrictions sécheresse. En particulier, la réduction de la fréquence des tests des moteurs du réseau de sprinklage (cf. constat n°2) est encouragée ainsi que le report des exercices incendie en dehors des périodes d'été.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours

## N° 6 : Restrictions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Suivi de la ressource
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Transmission des relevés hebdomadaires à la DREAL
<b>Constats :</b> Non réalisé.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit relever à fréquence hebdomadaire son compteur d'eau et transmettre les informations par mail à l'UD-DREAL: <a href="mailto:ud-cap.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr">ud-cap.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours

**N° 7 : Sécheresse – Respect des VL de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2006, article 4.3.8 et 10.2.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Point de rejet n°4 : eaux polluées issues du lavage des casiers et des sols
<b>Constats :</b> L'activité de lavage des casiers a été abandonnée depuis 2011 (remplacée par l'utilisation de la balayeuse à sec). Cette prescription ne s'applique plus au site de Riom.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Sécheresse – Respect des VL de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2006, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect des VL de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Point de rejet n°1 : eaux pluviales polluées
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a jamais effectué d'analyse de la qualité de ses rejets d'eaux pluviales polluées. Toutefois, l'arrêté préfectoral du site et l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif à la rubrique 1510 enregistrement n'imposent pas de fréquence de mesure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet